«Il faudrait pour le bonheur des Etats que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes» **Platon in *La République***

SID-AHMED GHOZALI AU *SOIR D'ALGÉRIE*

Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

16e partie

«Parmi mes amis, le regretté Aboubakr Belkaïd a joué un rôle privilégié. Il était à mes yeux un homme de dialogue, de paix et de bonne volonté.»

Entretien réalisé par Mohamed Chafik Mesbah

Mohamed Chafik Mesbah : Non, vous avez succédé à Mouloud Hamrouche à la tête du gouvernement. En votre âme et conscience, quelle évaluation faites-vous de son action gouvernementale, c'est-à-dire du bilan dont vous avez hérité ?

Sid-Ahmed Ghozali : Quel intérêt trouverais-je chez vos lecteurs si je faisais aujourd'hui un bilan que je m'étais interdit hier en ma qualité de Chef de gouvernement, quand je déclarais aux députés mon souhait de voir s'instaurer dans notre pays une tradition de bilans établis par des institutions neutres ? Et quel intérêt au regard des préoccupations réelles du grand public ? Je n'en vois aucun.

Vous avez été désigné Chef du gouvernement dans un contexte d'instabilité et d'incertitude grave. De quelle autonomie avez-vous disposé pour choisir vos collaborateurs, notamment les membres du gouvernement, et pour définir votre programme d'action ?

Vous parlez fort justement d'un contexte d'instabilité et d'incertitude. Parlez-vous d'il y a quinze ans ou de maintenant ?

Du contexte de l'époque, bien évidemment…

Bien. Sachez alors que la composition de mon gouvernement, aussi bien que celle du staff, a été le résultat de mon libre choix. Je l'affirme sans souci de complaisance ou de ménagement de qui que ce soit. Je dis tout simplement comment cela s'est passé. J'ai consulté au préalable mes amis bien sûr, mais aussi le département de la Défense pour ceux de mes choix, hommes ou postes spécifiques tels que le ministère de l'Intérieur, qui ont une implication sécuritaire directe ou qui requerraient des informations sensibles du même ordre. Je n'ai perçu aucune pression ni aucune tendance à m'imposer ni même à me suggérer tel ou tel choix, tel ou tel nom. Mieux que cela, c'est au contraire moi qui suis allé au-delà de mes strictes attributions en proposant le nom d'un ministre à un poste qui relevait, aux termes de la Constitution, du seul choix du Président. Je savais en avançant ma proposition que ce nom, qui convenait au Président certes, n'était pas vu positivement par les gens de la Défense, en ce sens qu'il avait déjà suscité dans le passé, dans le cadre du traitement de l'affaire libanaise, de sérieuses réserves que j'avais réfutées du temps où j'étais aux Affaires étrangères. Les responsables concernés avaient leurs propres raisons de ne pas aimer mon choix. Que ces raisons fussent fondées ou non, je suis obligé de reconnaître qu'ils ont fait violence à leur propre conviction en ne s'opposant pas à ma proposition. Il faut rendre à César ce qui est à César. Même si ce n'était pas forcément pour les suivre tous, j'ai sollicité les conseils de personnalités politiques en matière de noms, lors de la première consultation préalable que j'ai engagée avec chacun des partis des associations civiles et des membres éminents de la classe politique, avant la formation de l'équipe gouvernementale. Des personnalités politiques nationales, seul le Dr Ahmed Taleb El-Ibrahimi avait décliné mon invitation pour des raisons que j'ai respectées et qu'il revient donc à lui seul de les dire ou pas. Certains m'ont laissé, avant de me quitter, des listes de trois ou quatre noms. Parmi ceux-là j'ai en mémoire le Dr Saïd Sadi et les regrettés Kasdi Merbah et Mahfoudh Nahnah. J'ai puisé dans ces listes quelque trois ou quatre noms qui convenaient à mes critères. Compte tenu du nombre de personnes que j'ai rencontrées, cette consultation a duré trois semaines, un temps que la presse a attribué à tort à des difficultés à former le gouvernement. Non je n'ai rencontré aucune difficulté particulière et j'ai été libre dans mes choix et complètement maître de mon planning. Le programme d'action lui-même ne porte aucune trace d'une influence ou d'une pression quelconque. Je l'ai conçu et rédigé dans une totale liberté. Le discours d'investiture également : le ministre de la Défense en a pris connaissance et l'a endossé en même temps que les autres ministres.

Cela vous a-t-il indisposé que l'opinion publique ait parlé, à propos de votre gouvernement, du «sultanat de Tlemcen» ?

Quelle opinion publique ? Dites plutôt les contre-vérités dont l'opinion publique a été abreuvée. Procédez, donc, de manière scientifique, vous qui êtes politologue, à l'analyse chiffrée des origines régionales des ministres (lieux de naissance) de tous les gouvernements de la République, vous arriverez à la conclusion que mon gouvernement est le plus «équilibré» de tous sur le plan national. Je ne l'ai pas fait exprès. J'ai fait faire ce calcul, que je juge mesquin, pour saisir pièce à la presse du réseau justement qui, à la suite d'un député, qui avait crié au régionalisme et parlé méchamment du «sultanat de Tlemcen», publiait sous un pseudonyme de faux journaliste un brûlot dans ce sens. Injustice gratuite envers Tlemcen. Pour visiter les tombes de mes parents, de mes ancêtres et des parents et ancêtres de ma femme et de mes enfants, je dois traverser toute l'Algérie entre l'Est et l'Ouest en faisant des haltes sur mon itinéraire entre les deux extrêmes. La seule manière de prouver le caractère mensonger de mesquines accusations de régionalisme, c'était de se résoudre à un mesquin calcul de pourcentages… de lieux de naissance de mes ministres. C'est mon ami Mokdad Sifi, alors mon plus proche compagnon au cabinet, natif lui de Tébessa, qui se sacrifia pour la sale besogne. C'est vérifiable aujourd'hui, mon gouvernement, sur le plan de la composante humaine, a été le plus «national» de tous les gouvernements de la République.

Lorsque j'étais aux Affaires étrangères, le même réseau avait déblatéré sur mes prétendues pratiques régionalistes, jusqu'à la qualification déplacée des Oranais pour la circonstance de «Houariate». Je fus, d'ailleurs, interpellé sur ce point par un député. Là aussi, vérification faite, 80% du staff du ministre et les trois quarts des ambassadeurs étaient natifs de la moitié est du pays ! En même temps que ce député, je me découvris donc un régionalisme qui pencherait plutôt vers le côté opposé de ma région de naissance ! Ce fut l'un des exercices les plus humiliants que j'ai eu à faire au cours de ma carrière.

Photo : DR

Aboubakr Belkaïd (à droite), un collaborateur privilégié. «Un homme de dialogue, de paix et de bonne volonté.»

Pour revenir à la composition du gouvernement que j'ai dirigé, je vous signale que les trois quarts au moins des ministres qui ont accepté d'entrer dans mon gouvernement ou dans mon staff n'avaient aucune envie de devenir ou de redevenir ministres ; mais vraiment aucune envie. Ils sont venus par pur esprit de sacrifier à l'intérêt du pays. Ils ont bien mérité de la patrie. Je n'en dirai pas plus.

Vous évoquiez, tantôt avec beaucoup d'émotion, le regretté Aboubakr Belkaïd qui fut, précisez-vous, un ami plutôt qu'un collaborateur…

C'est notre collaboration qui a renforcé notre amitié. Parmi mes amis, le regretté Aboubakr Belkaïd a joué un rôle privilégié. Il était à mes yeux un homme de dialogue, de paix et de bonne volonté. C'est pour cette raison d'ailleurs que j'avais tenté de le placer comme ministre délégué auprès de moi du temps où j'étais aux Affaires étrangères. Le Président avait donné son accord de principe, sans hésiter et de très bonne grâce, quand immédiatement une campagne de presse d'une violence inouïe se déchaîna contre lui et son épouse. Qu'on l'attaque lui, passe encore, puisque c'est cela aussi la politique malheureusement, chez nous comme ailleurs. Mais pourquoi son épouse ? Ce n'est pas dans nos traditions, d'autant moins qu'il s'agit d'une femme respectable à tous égards. Je la salue fraternellement de votre tribune.

Devenu Chef du gouvernement, j'ai appelé Aboubakr en raison de l'amour que je lui connaissais pour notre pays, vu aussi ses capacités humaines et politiques à servir l'action du gouvernement et compte tenu de l'objectif qui m'était cher de libérer le débat public et d'ouvrir le dialogue avec les partis et la société civile.

Pour ce faire, il n'y avait pas, à ma connaissance, mieux que lui comme homme de la situation. D'où sa nomination en tant que ministre chargé des Relations avec le Parlement.

A propos, quel commentaire faites-vous, avec le recul, sur cette fameuse conférence des partis que d'aucuns avaient assimilée à une «messe folklorique» ?

Oui, j'avais entendu cette remarque à l'époque, à l'image de celle qui avançait que j'allais vendre Hassi Messaoud…

Imaginez qu'avant même de m'atteler à former le gouvernement, j'ai passé deux semaines entières à recevoir matin et soir 60 délégations de partis, un à un, en plus des personnalités de la société civile et politique, une trentaine. A chaque délégation, j'ai expliqué ma mission et ce que j'avais l'intention de faire, à commencer par la révision de la loi électorale. A chaque délégation j'ai promis que je ne ferais rien sur ce point sans les consulter et que ma volonté était plus généralement d'instaurer le débat avec la société civile et politique. Et j'ai demandé à chacun de me donner les conseils qu'il jugeait utiles pour ma mission. En conformité avec une volonté qui était sincère et en fidélité à mes engagements, une consultation générale de tous les partis et associations civiles nationales sur la nouvelle loi électorale a été organisée et conçue par le seul gouvernement, par l'intermédiaire de Aboubakr Belkaïd, qui y a consacré plusieurs journées entières de son temps, sans aucune interférence quelconque. Nous avons tenu deux réunions en juillet et août en accord direct avec tous les partis sur les dates, les ordres du jour et le règlement intérieur. Voilà pour la première séquence de cette manifestation. Peut-on croire que tous ces efforts et ce temps d'un chef de gouvernement nommé sous le signe de l'urgence et dans une situation d'état de siège, avec des caisses vides et des réserves de changes à zéro, étaient pour le plaisir de monter une messe folklorique ?

Pour la deuxième séquence, c'est la responsabilité des partis qui était engagée.

●●●